



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du Développement Local  
et de l'Environnement**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL du 18 SEP. 2020**

**portant mise en demeure la société MONTUPET à DIORS, installations de fonderie  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015-060-DDCSPP délivré le 17 juillet 2015 à la société MONTUPET pour l'exploitation de fonderie sur le territoire de la commune de Diors à l'adresse suivante ZI de la Martinerie Rue Champollion concernant notamment les rubriques 2552, 3250, 1420, 2566, 2771 et 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 susvisé, relatif aux installations électriques ;

**Vu** l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 susvisé, relatif à l'entretien des moyens d'intervention ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 juillet 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 23 juillet 2020 informant l'exploitant, conformément au premier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de la proposition d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 24 juillet 2020 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 12 mai 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les installations électriques de distribution basse tension et haute tension peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion et que le système d'extinction automatique n'est pas contrôlé périodiquement selon les référentiels en vigueur par un organisme externe ;

**Considérant** la récurrence de ces constats au regard des visites précédentes ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.3.2 et 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 susvisé pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MONTUPET de respecter les prescriptions des articles 7.3.2 et 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

**Article 1** – La société MONTUPET exploitant une installation de fonderie sise ZI de la Martinerie Rue Champollion sur la commune de Diors est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- Dans un délai de deux mois :

- La mise en conformité des installations électriques selon les normes en vigueur conformément à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015, qui dispose que « les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur » ;

- Dans un délai de trois mois :

- Le contrôle du système d'extinction automatique selon les référentiels en vigueur par un organisme externe conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015, qui dispose que « Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur par un organisme extérieur...l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur... »

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Le présent arrêté sera notifié à la société MONTUPET. Une copie est adressée à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Diors, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Stéphane SINAGOGA